

## ***Business Radio Lycée***

Vous participez en tant qu'expert à une émission de « **Business Radio Lycée** ». Dans cette émission, vous jouez au choix un rôle de : « Journaliste chroniqueur », « Economiste ou Politique », « Banquier ou Capital risqueur ».

Objectif de l'émission : expliquer l'importance du financement de l'innovation et qu'elle a besoin de capitaux parfois difficiles à obtenir.

### Forme de l'émission :

- Chronique d'environ 8 minutes ;
- Elle est animée par le journaliste qui lance le sujet, pose les questions et relance les intervenants ;
- Le temps est également réparti entre les 3 intervenants.

### Réalisation de l'émission :

- Former un groupe de 3 élèves, chacun tenant un rôle différent ;
- Mobiliser les connaissances acquises dans le cadre du programme et le dossier documentaire ci-joint (chaque élève étudie les documents dont la couleur correspond à celle de son rôle) ;
- Chacun oriente ces propos pour répondre au questionnaire attribué à son rôle ;
- Enregistrer la chronique avec l'outil de votre choix (téléphone ou logiciel « Audacity »).

### Les questionnements attribués à chacun :

- **Journaliste chroniqueur** : la France et l'UE doivent se lancer avec plus de volonté politique dans le financement de l'innovation pour favoriser la croissance.
- **Economiste ou Politique** : l'innovation nécessite une mobilisation de capitaux avec des enjeux institutionnels nationaux et européens.
- **Banquier ou Capital Risqueur** : le système bancaire participe au financement de l'innovation mais rencontre des difficultés qui limitent son action.

### Organisation de la séquence de travail :

- Heure 1, en classe : chaque équipier étudie en silence les documents qui lui reviennent, rassemble et ordonne les arguments qui répondent au questionnaire auquel il doit répondre.
- Heure 2, en classe : les équipiers échangent sur leurs travaux et déterminent ensemble les axes argumentatifs qui devront se compléter pour former un tout cohérent.
- A la maison : les équipiers réalisent leur chronique et la déposent sur l'intranet. Ils s'auto-évaluent à l'aide de la grille.

### **Document 1 : Pas d'innovation sans marché financier**

Comme l'explique très bien des économistes, les marchés financiers permettent de mobiliser des ressources et du capital pour financer les idées audacieuses. Ce faisant, elle donne corps au processus de destruction créatrice, ce qui génère la prospérité. En particulier, les économistes montrent comment historiquement la croissance du PIB par tête dans les pays développés est allée de pair avec la croissance d'indices tels que le ratio entre dépôts bancaires et PIB. Le ratio entre capitalisation boursière et PIB ou encore le ratio entre financement par action et investissement fixe. [...] Aujourd'hui, un inventeur peut faire financer son invention puis financer son exploitation auprès d'une banque ou d'un venture capitalist.

*Source : Philippe Aghion, Céline Antonin, Simon Bunel « Le pouvoir de la destruction créatrice », Odile Jacob, 2020.*

### **Document 2 : L'épargne des ménages nécessaires à l'innovation**

Les pays européens disposent de l'une des plus importantes réserves d'épargne privée au monde, mais chaque année, environ 300 milliards d'euros sont investis en dehors du continent, principalement aux États-Unis, en raison notamment de la fragmentation des marchés financiers européens. Dans la période de turbulences actuelle, cette fuite des capitaux n'est pas seulement un problème financier, c'est un problème stratégique. Alors que l'UE peine à financer ses objectifs stratégiques et que les entreprises européennes rencontrent des difficultés pour accéder aux financements nécessaires à leur croissance et à leur innovation, l'épargne des citoyens européens contribue indirectement aux objectifs et à la compétitivité d'autres grandes puissances mondiales.

*Source : Institut Jacques Delors, « Investissez d'abord en Europe »*

### **Document 3 : Principaux obstacles à l'innovation en Europe**

À la racine de la faiblesse de l'Europe dans les technologies numériques se trouve une structure industrielle statique qui engendre un cercle vicieux d'investissement faible et d'innovation limitée.

En 2021, les entreprises de l'UE ont investi environ deux fois moins dans la R&I (en proportion du PIB) que les entreprises américaines – environ 270 milliards d'euros – un écart principalement dû à des taux d'investissement bien plus élevés dans le secteur technologique aux États-Unis.

Quelles sont les raisons de la faiblesse des investissements en Europe ?

D'une part, Les dépenses publiques européennes en R&I manquent d'ampleur et ne sont pas suffisamment orientées vers l'innovation de rupture.

D'autre part, la fragmentation du marché unique empêche les entreprises innovantes ayant atteint le stade de croissance de se développer dans l'UE. De plus, le faible volume de financement de croissance dans l'UE par rapport aux États-Unis est souvent attribué à un marché des capitaux plus petit et à un secteur du capital-risque moins développé. De nombreuses entreprises européennes à fort potentiel préfèrent se financer auprès de venture capitalist américains et se développer sur le marché américain où la croissance est plus rapide et la rentabilité plus accessible. Entre 2008 et 2021, 147 "licornes" ont été fondées en Europe – des start-ups valorisées à plus d'un milliard de dollars, quarante ont délocalisé leur siège, principalement vers les États-Unis.

*Source : d'après le rapport Draghi.*

### **Document 4 : Financer les investissements en Europe**

L'investissement productif reste faible malgré une épargne privée abondante. Pour répondre aux objectifs exposés dans ce rapport, un investissement supplémentaire minimal annuel de 750 à 800 milliards d'euros est requis, ce qui nécessiterait que la part de l'investissement dans le PIB passe d'environ 22 % aujourd'hui à 27 %.

La bonne nouvelle, c'est que cette augmentation est possible et ne relève pas d'un défi car les ménages européens ont une épargne suffisante pour financer ces investissements. Le problème est simplement que cette épargne n'est pas efficacement dirigée vers l'investissement productif [...] Par exemple, les marchés de capitaux de l'UE sont également sous-approvisionnés en capital à long terme, en raison notamment du sous-développement des fonds de pension. A titre de comparaison, en 2022, les actifs de pension représentaient 32 % du PIB dans l'UE, contre 142 % aux États-Unis et 100 % au Royaume-Uni.

Par ailleurs, l'UE dépend excessivement du financement bancaire, peu adapté au financement de projets innovants. Ainsi pour mobiliser les capitaux privés et orienter l'épargne des ménages vers des investissements productifs, l'UE devrait promouvoir les produits d'épargne à long terme, notamment les régimes de retraite par capitalisation.

*Source : d'après le rapport Draghi.*

### Document 5 : L'épargne des ménages en Europe et en France

L'Europe dispose d'une capacité d'épargne insuffisamment mobilisée. Au sein de l'Union européenne (UE), toutes catégories d'agents économiques prises en compte, l'excédent de l'épargne sur l'investissement atteint environ 300 milliards d'euros par an : ce surplus est placé hors d'Europe. Une meilleure mobilisation de cette épargne est nécessaire pour financer, par exemple, les investissements importants liés à la transition énergétique ou l'innovation des entreprises.

Figure 1: Taux d'épargne des ménages Zone Euro et France

	2022	2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024
<b>Ménages et ISBLSM</b>						
<b>Taux d'épargne</b>						
Zone Euro	13,6	14,1	14,7	15,3	15,6	15,2
France	16,5	16,5	17,0	16,9	17,7	17,7
<b>Taux d'épargne financière</b>						
Zone Euro	3,5	4,4	5,1	6,0	6,4	6,1
France	6,2	7,3	8,2	8,3	9,3	9,3

ISBLSM : Institution sans but lucratif au service des ménages. Les ISBLSM ont pour fonction principale de produire des services non marchands pour les ménages, ou encore de vendre des services marchands sans but lucratif.

Figure 2 : Comparaison des taux d'épargne en Europe (taux d'épargne des ménages en proportion revenu disponible)

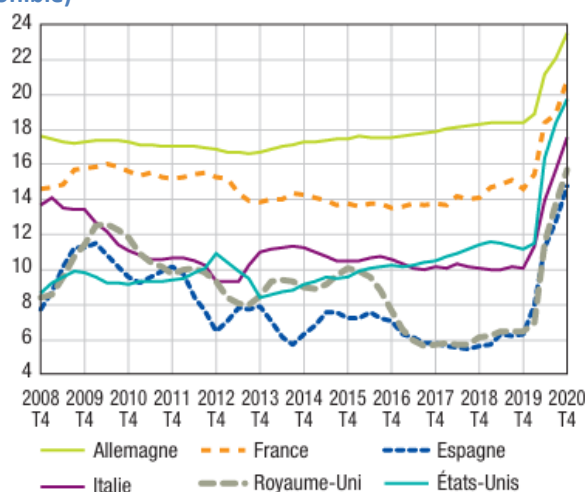
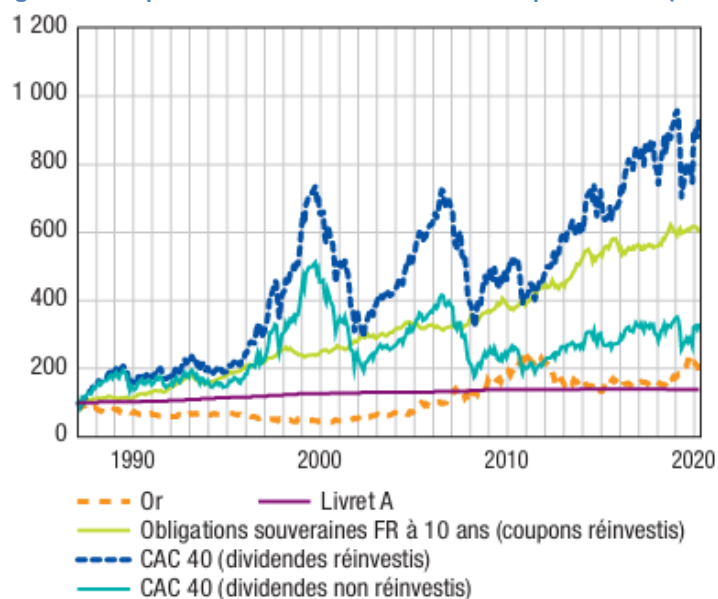


Figure 3 : Les performances réelles de différents placements (en base 100)



Source : Eurostat, Banque de France, AMF

#### Document 6 : Le Fonds européen de développement régional pour financer l'innovation

1. [https://www.youtube.com/watch?v=UNA\\_qvm7DJg&list=PLmYIsGdFHd\\_5q785bzerghBlygsuRM1Q&t=40s](https://www.youtube.com/watch?v=UNA_qvm7DJg&list=PLmYIsGdFHd_5q785bzerghBlygsuRM1Q&t=40s)
2. <https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/projets/financer-innovation-pme-transfrontalieres-entre-belgique-france-projet-crossroads>

Source : [www.europe-en-france.gouv.fr](http://www.europe-en-france.gouv.fr) et [www.touteurope.eu](http://www.touteurope.eu)

#### Document 7 : Productivité, innovation et progrès technologique, le rôle de la BCE

<https://www.ecb.europa.eu/home/search/review/html/productivity-innovation-technology.fr.html>

Source : BCE, Eurosysteme

#### Document 8 : Financement des entreprises – France

[https://sites.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/financement/](https://sites.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/financement/)

#### 1 - Vue d'ensemble des SNF : Encours et flux en Mds €, taux de croissance annuel et coût en % (données non cvs) <sup>W</sup>

	mars-24			Taux de croissance brut			Coût (taux d'intérêt annuel)		
	Encours	Flux nets sur 12 mois	Flux brut sur 12 mois (production)	janv-24	févr-24	mars-24	janv-24	févr-24	mars-24
Financement des SNF	2 049,3	30,1		1,1	0,9	1,5	4,30	4,39	4,33
Financement par crédit bancaire	1 349,2	19,6	306,6	1,3	1,2	1,5	4,73	4,76	4,68
Investissement	961,9			4,1	4,1	3,7			
Équipement	603,2			4,4	4,3	3,6			
Immobilier	358,6			3,5	3,8	3,7			
Trésorerie	311,0			-7,4	-8,1	-6,7			
Autres	76,3			6,4	8,3	11,3			
Crédits ≤ 1 million €			112,3				4,75	4,67	4,62
Crédits > 1 million €			194,3				4,73	4,81	4,71
Financement de marché	700,1	10,5		0,8	0,4	1,5	3,48	3,69	3,66

## 2 – Crédits bancaires par taille de SNF <sup>W</sup>

- En mars 2024, le crédit bancaire aux grandes entreprises se redresse même s'il ralentit toujours en glissement annuel (-2,5% contre -4,1% en février). De son côté, la croissance du crédit aux PME et ETI se modère mais, au global, le taux de croissance du crédit bancaire aux SNF progresse en mars (+1,5% après +1,2% en février) et son coût diminue pour toutes les tailles d'entreprises.

	Encours en Mds €	Taux de croissance brut annuel en %			Coûts en % (taux d'intérêt annuel)		
	mars-24	janv-24	févr-24	mars-24	janv-24	févr-24	mars-24
Total SNF	1 349,2	1,3	1,2	1,5	4,73	4,76	4,68
dont:							
- PME	567,7	1,5	1,7	1,0	5,00	5,01	4,95
- ETI	372,5	2,1	1,7	1,4	4,32	4,30	4,22
- Grandes entreprises	198,7	-3,2	-4,1	-2,5	4,74	4,88	4,76

### Document 9 : Financer l'IA en France

En France, le développement d'un tissu de nouvelles entreprises spécialisées dans l'IA est incontournable. Pour y parvenir, des financements spécifiques doivent être mobilisés. C'est en particulier l'objet du « capital risque », qui finance la création ou le développement d'entreprises risquées mais à fort potentiel. Or, les montants investis en capital risque dans l'IA sont très insuffisants. En 2022, les investissements s'élèvent à 2,8 Md\$ en France, contre 56,8 Md\$ aux États-Unis. Ces différences sont souvent expliquées par des différences culturelles et une faible appétence au risque des acteurs français. Notre Commission estime qu'un objectif d'investissements annuels de 15 Md\$ pourrait être visé.

Ensuite, le changement d'échelle suppose de réorienter une partie de l'épargne privée.

Par exemple, la France pourrait faire évoluer les incitations fiscales des assurances vie afin de flécher davantage les fonds en direction de l'innovation. Elle pourrait aussi faire évoluer la gestion des retraites complémentaires pour assumer des investissements plus risqués et dans le temps long.

Un dernier objectif mérite d'être souligné : le renforcement de l'attractivité des fonds d'investissement étrangers, afin qu'ils s'implantent à Paris et pas uniquement à Londres.

*Source : d'après La Commission pour l'Intelligence Artificielle, IA : NOTRE AMBITION POUR LA France, 2024.*

### Document 10 : La Silicon Valley, un écosystème d'innovations porté par le capital risque

<https://www.youtube.com/watch?v=UjAaEBJYDmw> (de 1:06 à 5:36 mn)

### Document 11 : Les French Tech françaises ont des difficultés à trouver des financements.

L'année 2022 restera bel et bien l'âge d'or de la French Tech. Ayant progressé de 4,3 à 10 milliards d'euros de 2020 à 2021, l'écosystème avait dépassé le record des 13 milliards d'euros à la sortie de la crise sanitaire. Puis cet emballement s'est progressivement dissipé : le compteur des levées de fonds a chuté de 36% en 2023 (8,3Mds€) et baisse à nouveau cette année de 17%.

« Ces chiffres sont le simple reflet de l'évolution des marchés financiers », tempère Antoine Moyroud.

« La French Tech évoluait en 2021 et 2022 dans un environnement de croissance à tout prix avec des valorisations bien plus basées sur les revenus que la rentabilité. Par effet mécanique, nous avons donc aujourd'hui moins de levées et des montants bien inférieurs par tour. »

De la même manière, le ticket médian a chuté à un peu plus de 10 millions d'euros comme l'an passé, contre 15,9 en 2022.

Source : <https://www.maddyness.com/2025/01/06/french-tech-pres-de-7-milliards-deuros-leves-en-2024-la-chute-des-fonds-se-poursuit-mais-se-stabilise/>

#### **Document 12 : Samp lève 6 millions**

<https://www.youtube.com/watch?v=XvsHf81ZcRI>

*Source : BFM Business, Goodmorning business, FrenchTech*

#### **Document 13 : Chipiron lève 15 millions d'euros pour développer son IRM**

<https://www.youtube.com/watch?v=jJydVvpPrkw>

*Source : BFM Business, Goodmorning business, FrenchTech*

#### **Document 14 : French Tech Finance Partner**

Créé en janvier 2023, le French Tech Finance Partners est une instance représentative des acteurs qui investissent dans les startups françaises. La vocation de cette instance est de contribuer dans la durée à la conception des politiques publiques de financement de l'innovation, pour développer l'écosystème tech français et proposer des réponses concrètes à ses problématiques.

Le premier rapport a été publié en avril 2023, résultant d'un travail collégial de quatre groupes de travail sur avoir rédigé 92 recommandations sur :

- Le financement des startups en région ;
- L'attractivité du marché français (comment attirer plus d'investisseurs) ;
- Le financement de la Deep Tech (startups qui proposent des innovations de rupture) ;
- Les critères de sélection des programmes French Tech.

Un second rapport remis en avril 2024 avait proposé 46 recommandations, notamment autour de la gestion des difficultés de financement.

Ce problème est d'autant plus important que les investisseurs dont les capitaux sont immobilisés ne peuvent plus soutenir le reste de l'écosystème en développement. Les entreprises en forte croissance ont par ailleurs un besoin d'accès à des capitaux toujours plus importants. L'introduction en Bourse est un moyen privilégié de lever la masse critique de capitaux pour voir émerger ces champions français. Ce rapport s'est ainsi penché sur les obstacles pouvant entraver le chemin vers la Bourse pour les entreprises à forte croissance et à fort capital technologique, notamment un nombre d'investisseurs limités dotés des moyens nécessaires pour les soutenir jusqu'à leur introduction en Bourse et au-delà.

*Source : d'après le préambule du 3<sup>ème</sup> rapport French Tech Finance partner.*

#### **Document 15 : « L'innovation est une condition essentielle de la reconquête productive »**

Il n'y a pas de politique de croissance sans politique d'innovation.

Dans notre monde soumis à de multiples tensions, l'avance technologique revêt même une dimension stratégique de première importance.

Il y a trois ans, après le choc du Covid-19, notre pays s'est donc fixé une ambition, celle d'une France plus souveraine, plus productive et plus durable à la fin de la décennie grâce à l'innovation et à la créativité. Et, pour y parvenir, un investissement pluriannuel inédit de 54 milliards d'euros. Malgré les bouleversements géopolitiques, les défis budgétaires, les secousses de la vie politique, le cap tracé par le plan France 2030 a été tenu.

Les 38 milliards d'euros investis depuis trois ans ont permis d'aboutir à de premiers résultats tangibles, partout sur notre territoire. 155 000 emplois directs ont été créés. Des « gigafactories » de batteries pour véhicules électriques sortent de terre. La France est devenue le deuxième pays européen dans le secteur des biomédicaments. Des laboratoires naissent, ainsi que des centres de formation tournés vers les métiers d'avenir. De nouveaux résultats sont à portée de main. La France doit amplifier ses efforts pour se doter de technologies souveraines dans les domaines du quantique et de l'intelligence artificielle, qui seront au cœur des processus productifs de demain. Dans le domaine spatial, des lanceurs préparent leur déploiement. Plusieurs entrepreneurs français figurent en bonne place dans la course aux petits réacteurs nucléaires.

Il nous faut aujourd'hui, dans le contexte géopolitique et national qui est le nôtre, tirer des leçons de ces trois années pour envisager l'avenir. Identifier les dispositifs les plus efficaces, les programmes les plus propices à des réalisations concrètes, et leur donner la continuité nécessaire à leur aboutissement. Nous devons conjuguer deux impératifs : le soutien apporté à la recherche doit s'inscrire dans la durée ; l'innovation doit être orientée au service de notre production, de nos emplois, de la richesse partagée. L'innovation est une condition essentielle de la reconquête productive et sera donc aujourd'hui comme demain au cœur de nos efforts et de nos priorités.

Source : Dossier de presse France 2030, éditorial de François Bayrou, 10 avril 2025